

Journées de l'Économie 2012

Au chevet de l'industrie

La situation de la politique industrielle au Luxembourg et dans la Grande Région servira de fil rouge aux désormais traditionnelles deux demi-journées de conférences et de tables rondes organisées début février.



Tout comme l'année dernière, la salle de conférence de la Chambre de Commerce affichera encore complet, début février, à l'heure de se pencher sur les stratégies industrielles à mener dans le contexte économique actuel.

Allemagne, et 80% dans la zone euro, rappelle Serge Allegrezza. Avec les économistes qui seront présents lors de ces journées (en particulier Jean-Paul Nicolai, du Centre d'analyse stratégique et Jean Pisani-Ferry, directeur de l'Institut Bruegel, ndlr.), nous souhaitons aller plus loin dans la réflexion et les inciter à nous faire part de nouveaux modèles de fonctionnement de mise en œuvre de politiques industrielles... Pour l'heure, beaucoup d'industries choisissent de produire en Chine. Mais peut-être est-il possible de produire davantage à proximité. Ce mouvement pourrait, par exemple, aider à réindustrialiser le Luxembourg.»

En évoquant la désindustrialisation, le directeur de l'Observatoire de la Compétitivité entend l'affaiblissement de la part de la valeur ajoutée créée par les entreprises manufacturières au regard de la production de services. Et c'est encore plus flagrant en ces temps de quasi-récession, marqués par un effondrement de la production industrielle.

Or, l'un des dommages collatéraux de cette situation est la mise en danger immédiate, à l'échelle nationale, des efforts de recherche, sachant que ceux-ci sont essentiellement concentrés sur un petit nombre d'entreprises. « Une politique industrielle bien menée doit faire en sorte que ces investissements immatériels ne souffrent pas trop, note M. Allegrezza. L'État doit faire des efforts pour stimuler, faciliter et favoriser la R&D dans les entreprises. La part qu'il consacre à la recherche est de 0,3% du PIB, alors que celle des entreprises est entre cinq et six fois supérieure, mais avec 80% de ce total produit par 10% des entreprises. Cela montre toute la fragilité du système d'innovation et la faiblesse du système public de recherche. Il est temps de remobiliser ces politiques qui sont un peu complaisantes et nombrilistes. » ●

Jean-Michel Gaudron

Le mercredi 8 (après-midi) et le jeudi 9 février (matin), la **Chambre de Commerce** accueillera l'édition 2012 des Journées de l'Économie, événement désormais incontournable, organisé par l'**Observatoire de la Compétitivité**, la Chambre de Commerce et la Fedil et mis en musique par **PwC Luxembourg**.

Forts de l'expérience d'une édition 2011 placée sous le thème de la compétitivité et de la croissance économique, et qui avait été critiquée pour la mollesse et le peu de valeur ajoutée des débats, les organisateurs entendent bien redresser la barre cette année, autour du thème porteur des stratégies industrielles dans le contexte économique actuel que l'on connaît.

Ce sera l'occasion, notamment, de présenter le groupe de réflexion initié par la Fedil sur les questions de réindustrialisation, au cours d'une table ronde modérée par l'ancien ministre de l'Économie et des Transports, Henri Grethen. L'occasion aussi, pour Étienne Schneider, de prononcer son premier discours officiel depuis sa

prise de fonction, une semaine plus tôt, au poste de ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.

« L'exportation et l'innovation seront au cœur des débats, prévient **Luc Henzig**, associé chez PwC Luxembourg, qui présidera ces deux demi-journées aux côtés de **Serge Allegrezza**, directeur du Statec et de l'Observatoire de la Compétitivité. C'est bien beau de dire qu'il faut de l'innovation, mais pour l'instant, on a surtout l'impression que cela représente davantage un centre de coûts que de profits pour les entreprises. La question se pose de savoir si les efforts placés dans l'innovation verront des effets positifs à moyen terme. »

Pour de nouveaux modèles

L'exportation, elle, s'impose comme une évidence, compte tenu de l'absence de véritable marché domestique au Luxembourg. Or, la situation économique est, dans les pays voisins, assez précaire également. « Plus de 40% des exportations de produits et de services sont localisés dans la Grande Région et les pays limitrophes, en particulier en



<http://events.pwc.lu/events/economyday2012/home.html>